

Julie MASSAL

Centre de Science Politique Comparative

Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence

25 rue Gaston de Saporta - 13625 Aix-en-Provence cedex 1

04 42 17 05 44

juliemassal@yahoo.fr

Professeur-Chercheur Associé à la

Faculté Latino-Américaine des Sciences Sociales,

Quito- Equateur

Les Indiens d'Equateur contre la mondialisation ? La mobilisation contre la Zone de Libre Echange des Amériques

Résumé

Cet article analyse l'émergence de la mobilisation à l'encontre de la Zone de Libre-Echange des Amériques, ZLEA (qui unirait l'ensemble du continent américain en 2005), en Equateur, et plus généralement dans les pays andins. Portée notamment par les acteurs indiens, cette mobilisation est à la fois à la recherche de soutiens parmi d'autres mouvements sociaux continentaux et d'un espace permettant de porter le débat sur la scène politique nationale et andine, afin de mobiliser la société civile. Elle connaît trois étapes que nous décrivons en examinant l'articulation du discours et des actions mises en œuvre. Il s'agit de déterminer si l'on assiste là une mobilisation transnationale, en s'interrogeant sur les conditions de son développement, mais aussi en questionnant la nouveauté radicale des formes d'action entreprises sur la scène transnationale.

Abstract

This paper aims at analyzing the rise of social mobilization against the Free Trade Agreement for the Americas, FTAA (which would achieve the integration of the Americas in 2005), mainly in Ecuador and andean countries. This mobilization, which is supported by Indian movements, seeks connections with other continental social movements and is looking for a public space to implement a political debate at national and andean levels, in order to win the support of civil society. This mobilization may be divided in three stages, that we will describe at analyzing the articulation between discourses and frames of mobilization. We want to show the conditions in which such a movement is growing, in order to know if it is a transnational mobilization. But we will question the radical novelty of these frames of mobilization at a transnational level.

Introduction

Cet article montre comment émerge une mobilisation à l'encontre de la Zone de Libre-Echange des Amériques (qui unirait l'ensemble du continent américain en 2005), en Equateur, et plus généralement dans les pays andins (Bolivie, Pérou) et en Amérique latine. En Equateur, au Pérou et en Bolivie (qui comptent respectivement 30, 50 et 60 % d'Indiens¹), cette mobilisation naissante est portée par les organisations indiennes, alliées à de nombreux autres secteurs sociaux.

¹ Chiffres avancés par les organisations indiennes. Les résultats officiels basés sur des recensements de type très différents font état, en Equateur, de 6 à 14% d'Indiens en se basant sur

L'ensemble des acteurs mobilisés décrivent la mobilisation actuelle comme une **résistance continentale** dont le principal mot d'ordre est "**Non à la ZLEA, Oui à la Vie : une autre Amérique est possible**", en écho au mot du président brésilien Lula "**Un monde meilleur est possible**". D'autres slogans insistent sur "**la vie et la souveraineté**" des peuples latino-américains, dont on réaffirme la **diversité**, s'inspirant en cela fortement des discours proprement indiens, qui défendent le pluralisme culturel en Equateur et en Amérique latine. La mobilisation contre la ZLEA est présentée comme la continuation de la lutte contre le modèle néolibéral entreprise depuis le début des années 1990. Si elle ne dénomme pas elle-même explicitement "altermondialiste", ce terme n'étant pas employé par les acteurs, son objectif est bel et bien de s'opposer à la façon dont les pays andins, périphériques dans le système commercial mondial, seraient à travers leur intégration à la ZLEA, soumis à la mondialisation. Craignant de subir cette intégration continentale plutôt que d'y participer en connaissance de cause, les acteurs mobilisés dénoncent d'ailleurs l'absence de débat démocratique et d'accès à l'information sur ce thème. Et les négociations relèvent pour l'instant exclusivement des secteurs économiques et des pouvoirs exécutifs. A tel point que les parlements latino-américains eux-mêmes ont demandé à l'issue de la VII réunion inter-ministérielle d'octobre 2002, à être consultés, informés et intégrés au débat².

Cet article présente le bilan d'une première étape de la recherche, située en Equateur, et appelée à se poursuivre dans d'autres pays andins (Bolivie, Pérou). Elle a pour l'instant consisté à identifier les différents secteurs mobilisés et à analyser leurs discours, à la fois à travers des entretiens avec des dirigeants nationaux³ et à travers la collecte des documents des organisations identifiées comme étant les protagonistes de cette mobilisation. Elle s'est aussi focalisée sur les espaces et canaux d'expression utilisés et sur la définition des principaux modes d'action employés, même si ceux-ci restent à explorer plus avant.

A ce stade de la recherche, trois éléments permettent de caractériser la mobilisation à l'encontre de la ZLEA : 1/ elle prolonge, à l'échelle continentale, la lutte contre le modèle néolibéral menée jusqu'alors sur les scènes politiques nationales ; 2/ bien que portée par les Indiens, dans les Andes, elle emploie des soutiens nationaux, continentaux voire internationaux réunis principalement depuis 1994 : organisations écologistes, syndicats du secteur public, organisations religieuses et représentants officiels de l'Eglise catholique issue de la Théologie de la Libération, ONG ; ce qui donne lieu à de nouvelles alliances locales, nationales et transnationales ; 3/ elle recourt, du fait de ces nouvelles alliances, à deux modes d'action jusqu'alors peu employés dans les Andes par les acteurs sociaux et indiens : d'une part **le référendum**, et d'autre part, **la campagne nationale ou continentale**, unissant plusieurs actions coordonnées par des organisations de différente nature, s'inspirant de modes d'action de l'organisation Greenpeace⁴. Ces deux nouveaux modes d'action viennent compléter deux autres formes de mobilisation plus traditionnelles des mouvements

le critère de l'autodéfinition. Quoiqu'il en soit ces trois pays comportent une population indienne plus importante que la Colombie ou le Venezuela (2%).

² DECLARACIÓN DE QUITO (30-10-2002) de los parlamentos latinoamericanos, VII Conferencia Ministerial de Negociación - Acuerdo de Libre Comercio para las Américas (ALCA). Cf. Dorval Brunelle, *La notion de déficit démocratique dans le contexte de la globalisation des marchés : le cas de la ZLEA*, CEIM, Université de Québec (Observatoire des Amériques), chronique, avril 2003, 3 p.

³ Ce thème de recherche est nouveau, par rapport à la recherche doctorale (axée sur la participation politique indienne en Equateur), même si le terrain et nombre d'acteurs sont connus. Ces entretiens ont été menés au mois d'août 2003 (voir bibliographie).

⁴ Elle a eu un certain impact en Equateur, lors d'une action conjointe avec d'autres organisations américaines de défense de l'environnement, en 2000-2001, qui vise à mobiliser et sensibiliser l'opinion nationale contre la construction d'un nouvel oléoduc, qui traverse des réserves écologiques classées.

indiens : la marche et le soulèvement, également employés pour s'opposer à la ZLEA. Mais c'est surtout le développement des Sommets des Peuples et Forums Sociaux parallèles aux rencontres "officielles" qui est novateur en Equateur et en Amérique latine.

Ainsi que le souligne Sydney Tarrow (1992), on assiste dans la mobilisation sociale à un croisement, ou à une intercatation entre des modes d'action traditionnels et d'innovations. En l'occurrence, la mobilisation contre la ZLEA emprunte des discours et formes d'action à la fois aux différents secteurs mobilisés en Equateur ou en Bolivie, et aux acteurs zapatistes et brésiliens. Mais la "nouveauité"⁵ des modes d'action adoptés ou proposés tient moins au fait qu'il s'agisse d'actions inusitées, qu'au fait que ces modes d'action soient réappropriés et employés avec des objectifs propres, et articulés aux modes d'action proprement indiens.

Cet article, qui vise à rendre compte d'une phase de recherche essentiellement empirique⁶, comporte deux parties. Tout d'abord, nous décrivons le contexte et les conditions d'émergence de cette mobilisation à l'encontre de la ZLEA, de façon générale. Ensuite, nous retracerons les étapes de cette mobilisation, en partant du cas équatorien, pour décrire l'articulation des discours et des modes d'action, tout en précisant le rôle joué par les différents secteurs et soutiens impliqués. Enfin, en conclusion, on esquissera un bilan de l'impact de cette mobilisation sur la société civile et sur le pouvoir, dans une perspective comparative.

1. Le contexte d'émergence de la mobilisation à l'encontre de la ZLEA : la critique du modèle néolibéral et la transformation des scènes politiques.

C'est lors des Sommet des Amériques de Miami (1994) puis de Santiago du Chili (1998) que le thème de la Zone de Libre-Echange des Amériques, ZLEA (connue en Amérique latine comme *l'Accord de Libre Commerce des Amériques, ALCA*) est officiellement envisagée (mais elle est évoquée dès 1990 par George Bush lorsqu'il annonce une *Initiative pour les Amériques*) : ce projet d'unification du continent américain "de l'Alaska à la Terre de Feu", est aujourd'hui en cours de négociation. Ponctué par des rencontres interministérielles des 34 pays concernés (tous à l'exception de Cuba) et par des forums réunissant les principaux acteurs économiques, les négociations devraient aboutir en janvier 2005 et l'Accord entrerait en vigueur en décembre 2005. Mais la mobilisation sociale croissante en 2002, montre que ce projet est rejeté par les acteurs sociaux de la plupart des pays, Brésil en tête, et suscite des inquiétudes parmi les gouvernements, mais aussi dans certains secteurs économiques d'ores et déjà fragilisés. Car ces négociations se déroulent dans une Amérique latine fortement déstabilisée depuis la fin des années quatre-vingt-dix (Harris, 2002). La multiplication des crises financières, bancaires et économiques de 1998 à 2001 (Brésil, Equateur, Argentine)

⁵ Le débat sur la *nouveauté des modes d'action* émerge, dans les théories de la mobilisation, avec le paradigme des Nouveaux Mouvements Sociaux, concept qui a connu une institutionnalisation parfois contestée, par Melucci (1988) ou Slater (1991), notamment. Ce qui est nouveau avec la mobilisation contre la ZLEA, à n'en pas douter, c'est que des actions simultanées soient organisées dans les différents pays et que les discours ne s'adressent plus aux seuls Etats ou pouvoirs publics nationaux, mais aussi aux entreprises transnationales, aux médias du continent, et bien sûr aux autres organisations appelées à se mobiliser.

⁶ Elle prolonge la recherche de doctorat sur les formes de l'action collective en Amérique latine, et notamment la mobilisation indienne, en contexte de démocratisation (Massal, 2001). La sociologie des mouvements sociaux, longtemps conduite à l'échelle nationale puisqu'il s'agissait d'examiner le rapport entre type d'Etat et formes d'action, s'est orientée vers les mobilisations au niveau transnational depuis la fin des années quatre-vingt-dix : Della Porta & Kriesi (1999), Baker (2002). Si l'ouvrage de Della Porta & Kriesi présente des études de cas sur des mobilisations européennes, mais aussi sur les mobilisations indiennes en Amérique latine, les mobilisations sociales anti-ZLEA restent à ce jour peu étudiées.

affaiblit le modèle de développement néolibéral et suscite une remise en question des politiques dictées par le Fond Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale (BM) et la Banque Interaméricaine de Développement (BID), basées notamment sur l'austérité budgétaire, les privatisations des secteurs publics, et le remboursement de la dette extérieure. Les impacts sociaux et politiques de ces crises se sont fait sentir dans l'ensemble du continent, la faillite de l'Argentine - longtemps resté le meilleur élève du FMI - symbolisant à elle seule les bouleversements économiques et l'aggravation de la pauvreté du continent. Les principaux indicateurs macro-économiques et sociaux illustrent la récession ou l'absence de croissance économique, l'aggravation du chômage même en période de croissance économique (BID, 2003), et le creusement des inégalités.

En outre, plusieurs pays adoptent la dollarisation de leurs économies comme c'est le cas en Equateur en janvier 2000. Le dollar devient la seule monnaie officielle : dès lors, la dépendance totale à l'égard de cette devise - que seules les exportations permettent de se procurer - accentue la spécialisation du pays vers l'agro-exportation et incite à augmenter les exportations de pétrole, qui constituent la première source de revenus (45% du budget national). Ceci ne suffit toutefois pas à soutenir la dollarisation et à stabiliser le budget national, du fait entre autres de la fluctuation des prix du brut.

A cela s'ajoute, depuis 1999, un bouleversement géopolitique dans la région andine, et dans le continent de façon générale, liée à un remodelage de la carte des soutiens militaires envers les Etats-Unis. Ces derniers accentuent la lutte contre ce qu'ils dénomment aujourd'hui "le terrorisme" voire le "narco-terrorisme" des guérillas en Colombie et des producteurs de coca en Bolivie. Le risque de régionalisation du conflit colombien pousse les pays voisins à fortifier la vigilance, voire à militariser les frontières, et à céder de nouvelles bases militaires aux Etats-Unis, telle la base de Manta en Equateur octroyée par le gouvernement de Jamil Mahuad, en 1999, pour renforcer la lutte contre le narco-trafic. Cependant, avec l'appui des gouvernements locaux, cette lutte anti-drogue se conjugue de plus en plus avec la répression contre les guérillas en Colombie, et contre les producteurs de coca (*cocaleros*) en Bolivie. Or ces derniers sont mobilisés depuis deux décennies et surtout depuis 1994, contre l'éradication des plants de coca, dont la culture constitue l'unique moyen de survie pour des milliers de petits paysans (ce sont bien souvent d'ex mineurs qui ont dû partir à la fermeture des mines en 1985 : plus de 20 000 ouvriers sont alors licenciés).

L'évolution rapide du contexte économique et géopolitique depuis la fin des années 1990, esquissée ici à grands traits s'accompagne d'une autre transformation : celle des scènes politiques nationales, du fait de l'émergence de nouveaux acteurs politiques, dans un contexte marqué depuis 1998 surtout par le regain d'autoritarisme (Bolivie, Venezuela), le discrédit de la classe politique, et le recours croissant à des voies non institutionnelles de conquête du pouvoir (Mainwaring & Valenzuela, 1999) .

La transformation politique en cours en Amérique latine s'illustre notamment à travers les scrutins qui, en 2002, permettent l'accès à la scène politique nationale, voire au pouvoir, de leaders issus de mouvements sociaux divers, mobilisés contre le modèle de développement néolibéral. Décrite en 2002 comme un *renouveau de la gauche latino-américaine*, cette transformation politique est observable au Brésil avec l'élection (27 octobre 2002) de Luis Ignacio Da Silva (Lula), ancien ouvrier métallurgiste et président du Parti des Travailleurs ; ou en Equateur, avec la victoire (24 novembre 2002) de l'ex colonel Lucio Gutiérrez, soutenu par une coalition formée de militaires et des principaux mouvements paysans-indiens, syndicats et acteurs sociaux urbains ; tandis qu'en Bolivie, la société est ébranlée par l'accession au second rang, lors du scrutin présidentiel du 30 juin 2002, d'Evo Morales, leader indien des *cocaleros*, et par une augmentation significative du nombre d'élus indiens, au Congrès : Evo Morales est lui-même député du Mouvement vers le Socialisme (MAS), l'un des deux principaux partis indiens.

Les acteurs sociaux et politiques nouvellement représentés ou dotés de pouvoir bénéficient désormais de nouveaux espaces politiques. Sur le plan géopolitique et économique, ils prônent un renforcement relatif de processus d'intégration régionaux, notamment du Marché Commun du Sud (MERCOSUR : Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay), et dans une moindre mesure de la Communauté Andine des Nations, CAN (Bolivie, pays qui est par ailleurs associé au MERCOSUR, Colombie, Pérou, Equateur, Venezuela). Mais, si ce renforcement du MERCOSUR ou de la CAN sont supposés, pour certains acteurs sociaux, offrir un rempart contre la Zone de Libre-Echange des Amériques, les gouvernants supposés les représenter ne l'entendent pas nécessairement ainsi, et considèrent parfois l'intégration régionale comme une étape vers l'intégration continentale. Ce débat sur les relations entre intégration régionale et intégration continentale, fort développé concernant le Brésil, est beaucoup moins net en Equateur, où le gouvernement de Lucio Gutiérrez vient de proposer de conclure un éventuel traité de libre commerce bilatéral (sur le modèle de celui qu'a obtenu le Chili récemment)⁷.

Enfin, l'évolution du contexte andin et latino-américain se marque par une redéfinition des relations entre les différents acteurs sociaux, *l'objectif majeur* des alliances ébauchées ou conclues depuis le milieu de la décennie quatre-vingt-dix étant, dans les Andes, un *rapprochement des paysans-indiens et des secteurs urbains* (associations de quartiers, syndicats, organisations écologistes, religieuses, milieu universitaire). Les dynamiques nationales diffèrent, même si l'alliance se tisse notamment autour de deux discours centraux : tout d'abord, la défense des secteurs publics et des ressources naturelles contre les privatisations, soutenues par les gouvernements mais s'effectuant au profit de multinationales étrangères, ce qui devient le vecteur majeur de l'opposition au néolibéralisme ; ensuite, le renforcement des *pouvoirs locaux par le biais de la décentralisation*, appelée à se renforcer, et présentée comme un rempart à l'autorité du pouvoir central, ou comme un mode de démocratisation du pouvoir. De telles alliances sont par exemple nées lors d'actions locales qui acquièrent une portée nationale : en Bolivie (Cochabamba) contre la privatisation de l'eau, en avril 2000, et au Pérou (Arequipa) contre un projet de privatisation de deux compagnies électriques, en juillet 2002. A ces exemples de mobilisations locales, qui ont débouché sur le retrait des projets gouvernementaux de privatisation, s'ajoute celui d'une mobilisation nationale en Bolivie, au mois d'octobre 2003, contre le projet de privatisation de l'exploitation et l'exportation de gaz naturel vers les Etats-Unis, via le Chili.

Ces évolutions majeures, très brièvement résumées, permettent de faire deux constats majeurs. Le premier est que malgré la diversité des dynamiques nationales (les pays étant plus ou moins affectés par ces transformations), la mobilisation contre le néolibéralisme émerge partout, certes à des degrés différents, mais sous des *formes de plus en plus semblables, et avec des mots d'ordre de plus en plus proches* (Yashar 1999 ; Brysk, 2000). Les interactions entre mouvements sociaux ne sont d'ailleurs pas entièrement nouvelles puisque dès les années soixante, des discours communs circulent (sous l'influence de la Révolution cubaine, par exemple), et les organisations des peuples indiens, avec l'appui des Eglises, coordonnent des actions et assistent à des sommets internationaux, notamment pour débattre des droits et cultures indigènes. Dès lors, **qu'elle est la nouveauté ou la spécificité des mobilisations entreprises contre la ZLEA ? Assiste-t-on à l'articulation des mobilisations nationales contre le néolibéralisme**

⁷ Deblock Christian, "Régionalisme, multilatéralisme et nouvel ordre international : la ZLEA comme modèle institutionnel", *Cahiers de Recherche du CEIM*, Université du Québec, Montreal, juin 2003 ; Chaloult Yves, "Le point de vue du Sud face aux mouvements sociaux et à l'intégration des Amériques", Texte présenté au Séminaire international : *L'Amérique latine et les Caraïbes face aux défis de la politique extérieure des Etats-Unis à la fin des années 90*, Bogota, 5-6 novembre 1998.

et à leur mutation en une *résistance continentale, au niveau transnational, face à la ZLEA ?*

Selon les acteurs mobilisés, cette articulation s'est déjà produite, au moins au niveau latino-américain : le Forum Social Mondial, qui s'est tenu à Porto Alegre (Brésil) depuis 2001 en a été le creuset, et devient d'ailleurs le modèle d'organisation des forums nationaux ou de la Rencontre Continentale d'octobre 2002, à Quito. Mais si l'on assiste, à cette dernière occasion, à des actions simultanées dans différents pays, peut-on pour autant parler d'une véritable articulation continentale de la mobilisation ? Plus précisément, *quels acteurs s'articulent-ils*, autour de quels discours et pour quels modes d'action ? L'examen du cas équatorien dans la seconde partie permettra de proposer quelques éléments de réponse.

Le second constat majeur est que le contexte géopolitique pèse fortement sur la définition des politiques économiques en Amérique latine : la politique anti-drogue des pays andins est soumise à une évaluation au terme de laquelle, si elle est jugée satisfaisante, Washington accorde "*la certificación*", satisfecit qui permet l'ouverture de lignes de crédits, nécessaires sur le plan économique. Cela suscite une double opposition, à la fois contre l'endettement croissant - le poids du service de la dette représente d'ores et déjà plus de la moitié du budget national - et contre la "soumission" des gouvernants. Cette double opposition favorise le rapprochement des revendications et modes d'action des acteurs mobilisés contre la dette et contre les impacts (sociaux, politiques et écologiques) de la politique anti-drogue des gouvernements nationaux. Les Eglises, les organisations de défense des droits de l'homme, les organisations écologistes et les producteurs de coca, sont bel et bien mobilisés contre le modèle d'intégration économique des Amériques envisagé. Car la ZLEA est perçue, en Equateur et dans les Andes, comme l'arme économique d'une domination stratégique devant garantir les intérêts économiques de la puissance américaine et le contrôle des ressources naturelles (pétrole, gaz, eau) ⁸. Cette opposition à la dette et à la politique anti-drogue alimente donc le discours de résistance à la ZLEA.

L'articulation de la mobilisation à l'encontre de la ZLEA sera examinée au plan national, à travers l'exemple équatorien. Il s'agit de montrer, en dressant un panorama, comment émerge et se construit un nouveau thème de mobilisation en se fondant sur des alliances locales existantes, puis nationales et continentales.

2. Les étapes de la mobilisation anti-ZLEA en Equateur : l'évolution des discours et la définition de nouveaux modes d'action.

En Equateur, les acteurs tendent à confondre les étapes de la mobilisation anti-ZLEA avec celles de la mobilisation indigène, incarnée par la Confédération des Nationalités Indigènes d'Equateur (CONAIE), l'une des principales organisations indiennes. Mais la Fédération des Organisations Paysannes, Indigènes et Noires (FENOCIN), qui affiche plus ouvertement son identité paysanne, est elle aussi très mobilisée contre la ZLEA, depuis 2000. Chacune d'entre elles est au centre d'une ample coordination c'acteurs sociaux, les passages entre l'une et l'autre étant assez fréquents.

⁸ Justin Ruben : "*Une différence marquée entre les détracteurs de la ZLEA en Equateur et leurs contreparties en Amérique du Nord est le degré auquel les Equatoriens relient leur opposition à leur résistance au Plan Colombie et à la stratégie militaire américaine dans la région. Aux yeux de nombreux groupes équatoriens, la ZLEA est l'arme économique d'une stratégie de domination hémisphérique qui inclut aussi un élément militaire: la guerre contre la drogue et maintenant la guerre contre le terrorisme*": "Mobilizing Against the FTAA & Militarization in Ecuador", *Citizen Action in the Americas*, Americas Program, Interhemispheric Resource Center (IRC), October 2002, p. 3 (traduction de l'anglais).

Les étapes de la mobilisation sont au nombre de trois, à nos yeux, et peuvent se qualifier de la façon suivante : 1/ Une phase de sensibilisation des mouvements sociaux (1994-2000) ; 2/ Une phase de mobilisation, discursive puis active, des mouvements sociaux (2001-2002) ; 3/ une phase de sensibilisation de la société civile, qui rencontre cependant de fortes limites (2003) et s'accompagne d'un déclin de la mobilisation.

1/ La sensibilisation des mouvements sociaux (1994 - 2000).

La mobilisation contre la ZLEA débiterait avec le soulèvement zapatiste incarné par le Sous-Commandant Marcos au Chiapas, le 1^{er} janvier 1994, jour de l'entrée en vigueur de l'Accord de Libre-Echange Nord-Américain (ALENA) unissant le Mexique, le Canada et les Etats-Unis. Ce symbole octroie en soi, sur le plan discursif, une dimension transnationale à la mobilisation à l'encontre de la ZLEA⁹.

En revanche, la mobilisation contre le sommet de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à Seattle en 1999, l'acte de naissance "officiel" de la mobilisation alter-mondialiste, ne constitue pas une référence prédominante dans le discours des acteurs. Par contre la tenue du sommet de Cancun (10-14 septembre 2003) constitue bel et bien une étape importante de la mobilisation¹⁰. Ceci peut illustrer le rapprochement avec une dynamique altermondialiste au départ méconnue, et avec laquelle les organisations équatoriennes ne parviennent pas, à ce jour, à construire une articulation directe : leur relation passe surtout par les réseaux continentaux, tels que *Via Campesina* ; la *Confédération Latino-américaine des Organisations Paysannes* (CLOC), et *l'Alliance Sociale Continentale* (ASC)¹¹. Enfin, la mobilisation obtient le soutien de l'ONG britannique OXFAM, qui finance déjà de nombreuses organisations indiennes et paysannes, tout en soutenant divers projets de développement locaux.

Ainsi, selon certains acteurs, la mobilisation aurait émergé de façon souterraine et invisible depuis 1994 et aurait surgi au grand jour, en 2000¹², lorsque l'espace d'expression politique susceptible d'accueillir ce discours est devenu disponible. Cette façon de reconstruire et d'incorporer la mobilisation contre la ZLEA à la lutte contre le néolibéralisme, confond les deux mobilisations ou considère la première comme étant le prolongement de la seconde. Mais la lutte contre le modèle néolibéral a émergé, en tant que telle, dès 1994, sur des scènes politiques nationales, tandis que le thème de la ZLEA (apparu dans le discours des acteurs sociaux plus de sept ans après qu'elle ait commencé à être débattue dans les forums continentaux des gouvernants) suscite une mobilisation qui se place d'emblée sur le plan continental.

En Equateur, depuis 1994, la lutte contre le modèle néolibéral a suscité des alliances et des recompositions de la société civile. Ainsi, la *Coordination Agraire Nationale* réunissant plusieurs organisations indiennes et paysannes joue un rôle clef dans le soulèvement indien de juin 1994 contre le projet gouvernemental de privatisation de l'eau et de démembrement de terres collectives indiennes (Massal, 2001). Par la suite,

⁹ C'est l'interprétation donnée par exemple par Oswaldo León, sociologue, directeur de *l'Agence Latino-Américaine d'Information* (ALAI), en Equateur : entretien, 24 juillet 2003. Cependant, les autres acteurs ne s'y réfèrent qu'implicitement et parlent presque exclusivement de la mobilisation des trois dernières années.

¹⁰ Entretien avec P. Quimbiamba, Vice président, FENOCIN.

¹¹ Bell Beverly, "Social Movements and Economic Integration in the Americas", *Citizen Action in the Americas*, Americas Program-Interhemispheric Resource Center (IRC), November 2002.

¹² Durant le séjour sur le terrain effectué en Equateur (1997-2000), ce thème n'était pas présent dans les discours. Il reste relativement rare jusqu'en 2001, y compris lors des soulèvements de janvier 2000 et février 2001.

diverses organisations (écologistes, féministes, associations de quartier et syndicats du secteur public) constituent une *Coordination des Mouvements Sociaux* (1995). Cette dernière forme en 1996, avec la CONAIE et des soutiens issus du milieu universitaire et médiatique, le premier mouvement métis-indien, le Mouvement Pachakutik, qui s'impose sur la scène politique dès sa création. Depuis 1999, l'alliance des acteurs indiens et sociaux s'est renforcée, en milieu urbain, grâce au soutien des petits producteurs et commerçants indépendants et aux transporteurs. La CONAIE affiche désormais un slogan, "*rien seulement pour les indiens*", illustrant sa volonté de démontrer que la mobilisation indigène ne défend pas seulement les intérêts des Indiens, mais bien ceux de l'ensemble de la société civile nationale. Les mobilisations entreprises contre le modèle néolibéral depuis 1994 sont la matrice dont sont issus les slogans, discours et modes d'action aujourd'hui employés dans la mobilisation contre la ZLEA, qui s'affirme ouvertement à partir de 2000.

Cette phase préliminaire peut se dénommer **phase de sensibilisation des mouvements sociaux** au thème de la ZLEA. Mais cette sensibilisation interne, y compris parmi les acteurs formés et mobilisés, reste très limitée : l'information est rare ou, si elle existe, très floue. Le manque presque total d'information dans cette période (hors des cercles de pouvoir) ; et *l'absence absolue de débat politique* national sur la question, expliquent la connaissance extrêmement précaire et imprécise des impacts économiques précis de la ZLEA sur l'agriculture, le commerce, les services, ou des impacts sociaux et écologiques. L'information est entravée par l'absence de relais médiatiques. Ainsi, la *sensibilisation et l'information interne* aux acteurs sociaux restent un objectif et une préoccupation majeure à l'heure actuelle. Ceci accroît le recours (déjà fort important dans la construction de la mobilisation indienne nationale) aux soutiens du type "experts", et au milieu académique dont certains représentants (économistes et sociologues surtout) sont des sympathisants ou des acteurs des organisations indiennes et sociales¹³. Mais le milieu universitaire reste peu impliqué dans ce débat, en Equateur.

2/ La mobilisation des acteurs sociaux autour du thème de la ZLEA (2001-2002).

Cette deuxième phase peut elle-même se subdiviser en deux temps : une mobilisation avant tout discursive (2001), et une mobilisation active (2002), s'accompagnant de la mise en œuvre de nouvelles actions.

- **La mobilisation discursive (2001)**

L'année 2001 reste marquée avant tout par l'élaboration des discours et une politique d'information interne aux mouvements sociaux plus précise : en **juillet 2001**, la première version du texte de l'accord sur la ZLEA, élaborée au Sommet d'avril 2001, à Québec, est désormais disponible : c'est à partir de ce document, que les organisations demandent à obtenir, que les débats internes vont désormais s'organiser. Il s'agit donc d'une phase d'automobilisation et d'information interne accélérée des acteurs sociaux, dans un contexte où le débat continental s'est fortement amplifié : le **Sommet des Peuples** de Québec, en avril 2001 (parallèle au sommet interministériel), appelle l'Alliance Sociale Continentale (ASC) à exercer une vigilance sur les pouvoirs publics et les multinationales au sein de chaque pays afin qu'aucune décision commerciale ne soit prise en contrevenant aux droits et libertés syndicales et aux intérêts économiques de chaque pays¹⁴. En outre d'autres forums continentaux de l'ASC (Florianópolis, 26-28

¹³ Entretien avec Pablo Davalos, économiste (Université Catholique), assesseur de la CONAIE. Il souligne que la tentative de création de l'antenne locale d'ATTAC a échoué en Equateur ; les contacts avec ATTAC-France ont débuté en juin 1999, mais pour l'instant, il n'existe pas de relais en Equateur. Davalos affirme par ailleurs qu'il n'existe au niveau universitaire aucun cours ou diplôme abordant la thème de la ZLEA.

¹⁴ Déclaration finale des participants au Forum syndical du Sommet des Peuples des Amériques.

octobre 2001; La Havane, 13-16 novembre 2001) et diverses réunions nationales permettent de préciser les objectifs¹⁵ :

- a) Stopper définitivement les négociations relatives à la ZLEA
- b) Défendre la souveraineté nationale
- c) Changer le modèle économique de dépendance externe
- d) Construire une alternative d'intégration populaire et souveraine entre les peuples américains

Le discours dénonce le projet de ZLEA comme étant "*un approfondissement du modèle néolibéral, et un moyen de contrôle géopolitique et social*", auquel il faut s'opposer, en accentuant la mobilisation sur les points suivants :

- a) lutte contre la *bio-piraterie* (refus des brevets et patentes sur les produits agricoles latino-américains et sur les plantes médicinales ; valorisation des médicaments génériques)
- b) **défense de la sécurité et de la souveraineté alimentaire ainsi que du droit fondamental d'accès à l'eau** ; refus des OGM (thèmes mis en avant par les organisations indiennes, paysannes et écologistes)
- c) Dénonciation des impacts écologiques
- d) Dénonciation des atteintes aux droits de l'homme, droits du travail, et du droit à l'information sur les négociations en cours
- e) Dénonciation du "déficit démocratique" dû à l'absence de débat et de participation aux négociations

Ces discours et thèmes d'opposition sont le fruit de la constitution, dans cette période, de la **Campagne Nationale contre la ZLEA**, qui rassemble, outre la CONAIE, la Confédération Nationale de la Sécurité Sociale Paysanne - Coordination Nationale Paysanne (CONFUNASSC-CNC) et la Confédération Equatorienne d'Organisations Syndicales Libres (CEOSL, l'un des plus importants syndicats traditionnels). Il existe par ailleurs une autre coordination du même type autour de la FENOCIN.

- **La mobilisation active (2002-2003)**

L'année 2002 est la plus riche en rencontres et actions collectives visant à accroître l'information de la population (la CONFUNASSC organise de nombreuses caravanes parcourant l'ensemble du pays). La production de discours s'intensifie, au cours de différentes rencontres, notamment le Forum Andin (avril) ou la Première Convention contre l'ALCA (mai). L'événement majeur est cependant le Sommet de la Résistance Continentale contre la ZLEA (27 octobre-1er novembre), à Quito. Ce Sommet, qui proclame "*Une autre Amérique est possible*", est organisé par l'Association Sociale Continentale, et relayé sur place par la Campagne Nationale contre l'ALCA et son équivalent continental, ainsi que par le Chapitre Equateur du Forum Social Mondial (l'organisation du Sommet reproduisant celle du Forum de Porto Alegre). Ce sommet se déroule parallèlement à la VII rencontre interministérielle et au Forum des entrepreneurs, qui doivent avoir lieu entre le 30 octobre et le 1^{er} novembre, date à laquelle l'Equateur transfère aux Etats Unis et au Brésil la présidence du Comité de Négociations sur la ZLEA (composé des ministres du commerce et des affaires étrangères des pays concernés).

Lors du Sommet de la Résistance Continentale, le débat interne est organisé autour de deux conférences : l'une intitulée "*ALCA, dette et militarisation*", l'autre "*ALCA versus Alternatives pour les Amériques*". De plus neuf ateliers développent les thèmes

¹⁵ ALAI, 1-12-2001: *Informe general : Campaña contra el ALCA* : [Alianza Social Continental](#).

"développement, démocratie et société"¹⁶. Par ailleurs, de façon plus traditionnelle, la mobilisation se tient aussi dans la rue, avec la conjonction de nombreuses marches, dont la "*Marche des Peuples pour la Vie et contre l'ALCA*", (24-31 octobre) qui comporte à sa tête Evo Morales, le leader *cocalero* bolivien (ex candidat à la présidentielle) et Adolfo Perez Esquivel (Prix Nobel de la Paix). Cette marche réunit environ 20 000 personnes, tandis qu'une autre marche à Cuenca, dans le sud, rassemble 15 000 participants.

A l'issue de cette Rencontre, le discours des acteurs sociaux met clairement en évidence le *lien entre la lutte contre la ZLEA et la lutte entreprise auparavant, par la CONAIE et ses alliés, pour une réelle démocratie, contre les privatisations, contre la corruption, et en faveur des droits de l'homme et de la diversité culturelle*. En outre, il insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas de promouvoir l'isolationnisme économique, mais une intégration qui favorise une politique industrielle cohérente et stimule les investissements sociaux, notamment en faveur de l'éducation et de la santé. C'est ce message global que les organisations mobilisées tentent désormais de diffuser au sein de la société civile¹⁷.

3/ La sensibilisation de la société civile (2003)

La diffusion du discours doit toucher en priorité le pouvoir, les secteurs économiques et les médias, et ainsi atteindre plus largement la population, au-delà des seuls acteurs mobilisés. Ainsi, on s'adresse aux partis politiques et aux élus locaux ; et on vise à convaincre les petits entrepreneurs et industriels fragilisés par la crise bancaire, financière et économique de 1999, mais aussi les secteurs affectés par la dollarisation en vigueur depuis 2000. Mais cette dynamique se heurte à l'absence de relais médiatiques, et à la réticence du gouvernement et des pouvoirs publics d'engager le débat. Hormis durant les événements d'octobre 2002, la presse nationale quotidienne est muette à ce sujet. D'ailleurs, même à cette occasion, la presse elle-même s'interroge sur les impacts de la ZLEA et appelle les acteurs politiques à s'exprimer et à définir la position de l'Equateur : en effet, la Rencontre Continentale se situe entre les deux tours de l'élection présidentielle équatorienne (et juste après l'élection victorieuse de Lula au Brésil, le 27 octobre). Mais aucun des deux candidats (l'ex colonel Lucio Gutiérrez et Alvaro Noboa, le multimillionnaire directeur d'une entreprise agro-exportatrice de bananes), n'évoque la ZLEA durant sa campagne ; une fois élu, Gutiérrez évite toujours de se prononcer à ce sujet.

Cependant, lors de la III convention nationale contre l'ALCA (23-24 mai 2003), les acteurs sociaux appellent à l'organisation d'un **référendum contre la ZLEA, le 12 octobre 2003 (jour de la résistance indienne sur le continent américain) : cette décision s'inspire du référendum organisé au Brésil en septembre 2002, un succès puisqu'il mobilise 10 millions de personnes. A cette occasion, la ZLEA est rejetée à 98%**¹⁸. Le choix du référendum comme mode de consultation en Equateur, est pourtant surprenant. En effet, le référendum est l'instrument généralement choisi par les autorités politiques pour promouvoir des *réformes constitutionnelles*, mais si le résultat ne leur convient, elle ne le respectent que rarement, ce qui discrédite ce moyen de consultation : ce mode de "consultation populaire" ne comporte en pratique qu'un caractère consultatif, bien que le vote soit obligatoire y compris pour les référendums. Par exemple, trois référendums ont lieu en 1994, 1995 et 1997, mais certaines des réformes refusées ont tout de même été mises en œuvre, dans la Constitution issue de l'Assemblée Constituante de 1998, sur

¹⁶ ALAI, 19-11-2002 : *Jornadas contra el ALCA: Otra América es Posible*.

¹⁷ Nadia Karina Ponce Morales, *Quito : Nouveau souffle pour les négociations ou début de la fin?*, CEIM-Observatoire des Amériques, chronique, novembre 2002, 5 p. ; Dorval Brunelle, *La ZLEA après Quito*, CEIM-Observatoire des Amériques, chronique, décembre 2002, 2 p.

¹⁸ Justin Ruben, op. cit., p. 5.

laquelle les mouvements sociaux avaient peu de prise. Pourtant, traditionnellement, c'est l'assemblée constituante qui est revendiquée par les mouvements sociaux comme le meilleur moyen de représentation des peuples et jugé l'instrument privilégié de réforme politique. Il est donc novateur que, à *partir de l'exemple brésilien, ce soit le référendum qui soit envisagé comme moyen de consultation de grande ampleur*. Mais les acteurs sociaux précisent bien qu'il devrait s'agir d'un référendum suivi obligatoirement d'effet, liant le pouvoir¹⁹.

Ces deux modes de consultation, le référendum et l'assemblée constituante, ne sont cependant pas exclusifs l'un de l'autre : en Bolivie, lors des mobilisations qui débouchent sur la démission du président G. Sanchez de Lozada, le 17 octobre 2003, le référendum "obligatoire" (pour déterminer l'avenir de l'exploitation du gaz naturel) et la tenue d'une Assemblée constituante sont revendiquées par les acteurs mobilisés, la seconde étant une revendication vieille de plus de dix ans.

Néanmoins, le référendum prévu le 12 octobre n'a pas eu lieu, en Equateur. Les organisateurs de cette consultation (CONFUNASSC, CEOSL, Commission CÉcuménique des Droits de l'Homme; le Chapitre Equateur du FSM) manquent en effet du soutien de la CONAIE et de plusieurs de ses alliés.

L'échec de cette action tient essentiellement au contexte politique intérieur. En effet, au mois d'août 2003, la coalition militaire-indienne au pouvoir, sous l'égide du colonel Lucio Gutiérrez, est rompue et le Mouvement Pachakutik doit quitter le gouvernement. La CONAIE, composante du Mouvement Pachakutik, est affaiblie par une expérience de participation au pouvoir exécutif qui a duré moins de sept mois (janvier-août 2003) mais qui l'a profondément divisée et coupée de ses bases. Ceci comporte de graves répercussions sur la mobilisation indienne en Equateur, la CONAIE se retrouvant isolée, même si les alliances sont d'ores et déjà en reconstruction.

Cette troisième étape est celle où les dynamiques nationales de mobilisation divergent le plus, entre l'Equateur et la Bolivie. Dans le premier cas, les mouvements indiens, bien que partie prenante au pouvoir exécutif, n'ont pas obtenu d'avancées concrètes susceptibles de faire progresser leur projet politique. Malgré leur *présence au pouvoir, expérience inédite* dans ce pays et en Amérique latine, ni l'arène politique ni l'arène médiatique n'ont pu être conquises par la CONAIE, le mouvement Pachakutik et leurs alliés.

La tendance au déclin de la mobilisation depuis la rencontre d'octobre 2002, malgré le rôle joué par la FENOCIN, contraste avec l'évolution observée en Bolivie, où une mobilisation croissante de plus en plus unifiée apparaît depuis les soulèvements d'avril et septembre 2000, ce qui se confirme en octobre 2003. L'opposition au projet d'exploitation privatisée des gisements de gaz réunit les deux principaux partis indiens, le MAS d'Evo Morales et le Mouvement Indien Pachakuti (MIP) de Felipe Quispe, mais aussi de nombreux secteurs urbains, des organisations religieuses et des milieux étudiantins et intellectuels. Les thèmes et les formes de mobilisation sont similaires à ceux des détracteurs de l'ALCA en Equateur, et Evo Morales, fervent opposant au néolibéralisme et à la ZLEA et défenseur des *cocaleros*, devient la figure de proue de la contestation sociale bolivienne. D'aucuns estiment que la mobilisation bolivienne d'octobre 2003 constitue une franche dénonciation de la ZLEA, dont "l'avenir se joue dans les rues de la Paz"²⁰.

Conclusion : l'impact de la mobilisation contre la ZLEA sur la société civile et le pouvoir

¹⁹ En espagnol : "referendum vinculante".

²⁰ ALAI-AMLATINA, 16/10/2003 : *Bolivia en la encrucijada : En las calles de La Paz se está jugando el futuro del ALCA* (Raúl Zibechi, Montevideo).

Deux limites majeures de la mobilisation à l'encontre de la ZLEA sont observables : d'une part l'absence d'impact sur les médias et le pouvoir ; et d'autre part, la persistance d'un clivage entre acteurs urbains et paysans, qui affaiblit encore l'impact de la mobilisation.

L'absence d'espaces et de relais médiatiques pour soutenir, diffuser et expliquer les discours des acteurs sociaux relatifs à la ZLEA, et pour débattre purement et simplement des enjeux de l'intégration des Amériques, constitue le principal obstacle à l'extension de la mobilisation. Les acteurs sociaux ne parviennent pas à diffuser leurs discours au-delà des cercles les plus mobilisés et de ceux qui ont accès à l'information, au moins potentiellement (universitaires). Certes, il existe nombre de sites et de médias "alternatifs" mais leur audience est fortement limitée. Pour remédier à cet état de fait, des initiatives sont envisagées en milieu urbain : par exemple une campagne de graffiti sur les murs de la capitale qui pourrait être organisée par les associations juvéniles, peu mobilisées pour l'instant.

L'absence d'impact sur le pouvoir est tout aussi notoire, y compris durant les sept mois où les Indiens sont partie prenante du pouvoir exécutif en Equateur. Ni la mobilisation, ni la participation à la gestion gouvernementale, ne parviennent à infléchir la politique des pouvoirs publics et de Lucio Gutiérrez, assez confuse au demeurant, mais qui tend au rapprochement bilatéral avec les Etats-Unis. La rupture avec le gouvernement et le retour dans l'opposition de la CONAIE peuvent toutefois relancer la mobilisation, d'autant qu'il s'agit d'organiser le *Forum Social des Amériques* qui aura lieu en mars 2004 en Equateur. Par ailleurs la stratégie de renforcement des espaces de pouvoir locaux prônée par la CONAIE peut offrir un cadre institutionnel au débat de la société civile.

Le second obstacle majeur à la consolidation de la mobilisation tient à la persistance du clivage entre acteurs paysans et urbains. Malgré les rapprochements observés au sein de chaque pays, la difficulté demeure de définir des objectifs et des intérêts susceptibles d'unir une petite paysannerie indienne (elle-même marquée par de fortes inégalités mais globalement appauvrie), et des secteurs urbains hétérogènes, en proie à une paupérisation brutale et souvent démobilisés (Levine & Romero, 2002). De façon générale, le déclin des syndicats mineurs et ouvriers (en Bolivie notamment), nuit à l'organisation des acteurs urbains, malgré l'essor récent des syndicats électriques et pétroliers ou le renouveau des associations (Schmitter, 1993 ; Chalmers & Vilas, 1997). Néanmoins la défense des services publics et des ressources naturelles peut stimuler des mobilisations conjointes d'acteurs urbains qui appuient la mobilisation paysanne, comme l'illustrent les cas bolivien, équatorien ou péruvien évoqués.

On n'assiste donc pas à l'heure actuelle à une mobilisation transnationale articulée mais plutôt à des mobilisations nationales, coordonnées et relativement simultanées. Ces mobilisations sont le fruit de discours communs et des modes d'action définis conjointement lors des grands forums sociaux brésiliens, qui constituent eux-mêmes un nouveau mode d'organisation des débats, pour les acteurs indiens : leur impact sur le mode de débat propre aux communautés indiennes mériterait une étude attentive. Le recours *au référendum organisé par la société civile*, malgré l'échec de la tentative équatorienne, mérite également d'être appréhendé de façon plus précise, car cet instrument de consultation et de réforme politique traditionnellement utilisé - et discrédité - par le pouvoir peut devenir, une fois revalorisé - car suivi d'effet - un instrument de changement économique et social.

Bibliographie

Alcantara Manuel, 1999

- Sistemas políticos de América latina, América del Sur*, Zaragoza, Portico Librerías, vol. 1.
- Baker Gideon, 2002
Civil society and democratic theory, London, Routledge.
- Bell Beverly, 2002
"Social Movements and Economic Integration in the Americas", Center for Economic Justice, Citizen Action in the Americas, Americas Program-Interhemispheric Resource Center (IRC), November.
- Brysk Alison, 2000
From tribal village to global village, Indian rights and international relations in Latin America, Stanford, Stanford University Press.
- Chalmers Douglas A. & Vilas Carlos M. (& al.), 1997
The new politics of inequality in Latin America: rethinking participation and representation, Ed. Whitehead, Oxford University Press, 1997.
- Chaloult Yves, 1998
"Le point de vue du Sud face aux mouvements sociaux et à l'intégration des Amériques". Texte présenté au Séminaire international : *L'Amérique latine et les Caraïbes face aux défis de la politique extérieure des Etats-Unis à la fin des années 90*, Bogota, 5-6 novembre.
- Deblock Christian, 2003
"Régionalisme, multilatéralisme et nouvel ordre international : la ZLEA comme modèle institutionnel", *Cahiers de Recherche du CEIM*, Université du Québec, Montreal, juin 2003 (www.ceim.uqam.ca)
- Della Porta Donatella & Kriesi Hanspeter, 1999
Social movements in a globalizing world, London, MacMillan Press Ltd.
- Gros Christian, 1999
Pour une sociologie des populations indiennes et paysannes de l'Amérique latine, Paris, l'Harmattan.
- Grey Postero Nancy, 2000
"Bolivia's *Indígena* Citizen: Multiculturalism in a Neoliberal Age", Anthropology Department, University of California at Berkeley, *Paper prepared for the Latin American Studies Association Meetings*, March 16, 2000.
- Harris Richard (Coord.), 2002
"Globalization and globalism in Latin American and the caribbean : contending perspectives", *Latin American perspectives*, London & New Dehli, Sage Publications, Thousand Oaks, November, Vol. 29(6), Issue 127, pp. 5-23.
- Le Bot Yvon, 1994
Violence de la modernité en Amérique latine, indianité, société et pouvoir, Paris, Karthala, CNRS.
- Leon T. Jorge, 2001
"Movimientos étnicos y cambios del Estado en América Latina", *Foreign Affairs*, Septembre 2001 (www.foreignaffairs-esp.org/Articles/leon.html)
- Levine Daniel & Romero Catalina, 2002
"Urban citizen movements and disempowerment in Peru and Venezuela". Texte présenté au Kellogg Institute, University of Notre Dame, à la conférence: *The crisis of democratic representation in the Andes*.
- Mainwaring Scott & Valenzuela Arturo, 1999
Politics, society and democracy in Latin America, Westview Press.
- McAdam Doug, McCarthy John, Zald Mayer N., 1996
Comparative perspectives on social movements ; Political opportunities, mobilizing structures and cultural framings. Cambridge, Cambridge University Press.
- Melucci Alberto, 1988

- "Getting involved, identity and mobilization in social movements", *From structure to action, comparing social movements across cultures, International Social Movement Research*, Greenwich, Connecticut (USA), Eds. Klandermans Bert, Tarrow Sidney G., Kriesi Hanspeter, vol.1, 1988, pp. 329-348.
- Offe Claus, 1985
 "New social movements, challenging the boundaries of institutional politics", *Social Research, An International Quarterly of the Social Sciences*, New York, A. Mack, n° 52(4), pp. 817-868.
- Massal Julie, 2001
 "*La participation politique indienne en Equateur : vers une démocratie participative?*" Thèse de doctorat de science politique comparative, Aix-en-Provence, Institut d'Etudes Politiques.
- Massal Julie & Bonilla Marcelo (eds.), 2000
Los movimientos sociales en las democracias andinas, Quito, FLACSO-IFEA.
- Morin Françoise & Santana Roberto (eds), 2002
Lo transnacional, Instrumento y Desafío para los Pueblos Indígenas, Quito, Abya Yala.
- Oxhorn Philip, 1996
 "Reformas económicas neoliberales y desarticulación de la sociedad civil en América Latina", in Quintero Hernán Y. (dir.), *El mito de la gobernabilidad*, Quito, Trama Editorial, , pp. 103-132.
- Ruben Justin, 2002
 "Mobilizing Against the FTAA and Militarization in Ecuador", *Citizen Action in the Americas*, Americas Program, Interhemispheric Resource Center (IRC), October.
- Schmitter Philippe, 1993
 "La consolidación de la democracia y la representación de los grupos sociales", *Revista Mexicana de Sociología*, Mexico, UNAM, vol. 55(3), pp. 3-29.
- Slater David, 1991
 "New social movements and old political questions ; rethinking state-society relations in Latin-America", *International Journal of Political Economy*, New York, Ed. A.E. Fernandez Jilberto, vol. 21(1), pp. 32-61.
- Slater David, 1994
 "Power and social movements in the other Occident", *Latin American Perspectives, Special issue on Social Movements*, London & New Delhi, Sage Publications, Thousand Oaks, Issue 21(2), pp. 11-37.
- Tarrow Sidney G., 1994
Power in movement : social movement, collective action and politics, Cambridge, Cambridge University Press.
- Tarrow Sidney G., 1992
 "Mentalities, political cultures and collective action frames", in Morris Aldon D. & Mac Clurg Mueller Carol (eds), *Frontiers in social movement theory*, New Haven & Londres, Yale University Press, pp. 174-198.
- Van Cott Donna Lee (ed.), 1996
Defiant again, Indigenous people and Latin American Security, New York, St Martin's Press.
- Yashar Deborah, 1999
 "Democracy, indigenous movements and the post-liberal challenge in Latin America", *World Politics : A Quarterly Journal of International Relations*, Princeton, University of Princeton, october, n°52, pp. 76-104.

Documents

ALCA : *Los impactos económicos y ecológicos* : Séminaire, Quito Accion Ecologica-Instituto de Estudios Ecologistas del Tercer Mundo-Abya Yala-Fundacion F. Ebert Stiftung-ILDIS, 2002.

Blanco Mendoza Herminio & Zlabudovsky Jaime, *Alcances y limites de la negociación del Acuerdo de Libre-Comercio de las Americas*, Buenos Aires, BID, 2003.

Banque Interaméricaine de Développement, *Good jobs wanted : labor markets in Latin America*, october 2003 (www.iadb.org)

CONAIE, *Nada solo para los indios : El levantamiento indigena de 2001 : analisis, cronicas y documentos*, 209 p.

CONAIE, *Campaña contra el ALCA*, 2003.

DECLARACIÓN DE QUITO (30-10-2002) de los parlamentos latinoamericanos, VII Conferencia Ministerial de Negociación - Acuerdo de Libre Comercio para las Américas.

FENOCIN, *Pensamientos: Propuestas politicas*, 2003.

Centre d'Etudes Internationales et Mondialisation (Université du Quebec, Montreal) www.ceim.uqam.ca

- Nadia Karina Ponce Morales, *Quito : Nouveau souffle pour les négociations ou début de la fin ?*, CEIM-Observatoire des Amériques, chronique, novembre 2002, 5 p.

- Dorval Brunelle, *La ZLEA après Quito*, CEIM-Observatoire des Amériques, chronique, décembre 2002, 2 p.

- Dorval Brunelle, *La notion de déficit démocratique dans le contexte de la globalisation des marchés : le cas de la ZLEA*, CEIM-Observatoire des Amériques, chronique, avril 2003, 3 p.

Bulletins de l'Agence Latino-Américaine d'Information (ALAI) : dont :

- **20-11-2002**: Declaración de la ASC ante la Declaración Ministerial de Quito.

- **19-11-2002** : Jornadas contra el ALCA: Otra América es Posible

- **31-10-2002**: Mensaje de la Movilización de los Pueblos de América a los Ministros de Economía y Comercio Reunidos en Quito, Ecuador.

-**20-09-2002**: El ALCA y su impacto sobre el movimiento campesino indígena

-**19-05-2002**: Conclusiones del 1er Encuentro Nacional contra el ALCA (Bolivia).

- **18-04-2002**: Manifiesto Andino contra el ALCA

- **30-03-2001**: Declaración de Quito (Pueblos Indigenas)

- **01-12-2001**: Informe general : Campaña contra el ALCA (Alianza Social Continental)

Entretiens réalisés en 2003

Oswaldo Leon, ALAI, 24 juillet 2003.

Pablo Dávalos, Economiste (Université Catholique d'Equateur), Assesseur de la CONAIE, 7 août 2003.

Virgilio Hernández, Pachakutik, ex Vice Premier Ministre, 14 août 2003.

Ivan Narvaez, Pachakutik (Fetrapec : syndicat de PetroEcuador, compagnie nationale), 15 août 2003.

Manuel Mazaquiza, CONAIE (département des relations Internationales), 7 août 2003

Pedro Quimbiamba, FENOCIN, Vice-President, 7 août 2003.

Jairo Rolong, ECUARUNARI (département coopération et développement), 12 août 2003.